

Air Canada

[Traduction]

C'est le dernier amendement. S'il était adopté, nous aurions la certitude que le gouvernement ne fait pas de cadeau au secteur privé en le libérant de dettes d'Air Canada que les contribuables seront obligés ensuite d'assumer. C'est ce qui se passera autrement.

J'avais espéré que le ministre des Finances (M. Wilson) parlerait de cet amendement qui nous éviterait de gonfler le déficit d'un demi-milliard ou d'un milliard de dollars parce que le gouvernement assumerait les obligations du secteur privé. Or, certains se demandent pourquoi il le ferait. Je leur rappelle que c'est pourtant ce qui s'est passé en ce qui concerne le projet de loi sur Eldorado Nucléaire Limitée et dans les modalités de vente de la société de Havilland. Les Canadiens ont perdu leurs avoirs dans ces sociétés en assumant leurs obligations et leurs dettes lorsque le gouvernement les a privatisées.

Il ne me reste pas grand temps, mais je rappelle que depuis bien longtemps, l'État participe publiquement au développement et à la vie industriels du pays; cette tradition remonte au temps de sir John A. Macdonald. Le Canadien Pacifique notamment doit son existence aux terres et aux autres subventions que le gouvernement du Canada lui a accordées. Les sociétés d'État font partie de notre mentalité. Nous avons eu la main heureuse avec ces sociétés. L'idée qu'on s'en débarrasse ainsi me répugne.

● (1330)

Je ne suis pas le seul à dire que nous ne voulons pas nous faire escroquer avec l'opération de privatisation en vertu de ce projet de loi. Bien des Canadiens trouvent la vente d'Air Canada injuste. Comme on l'a dit, est-il juste en effet de donner ses actifs au secteur privé et ses dettes au secteur public? C'est ce qu'on a fait dans le cas d'Eldorado et de de Havilland notamment.

Les dettes d'Air Canada s'élèvent à environ 2,1 milliards de dollars plus 336 millions en obligations perpétuelles. Ses avoirs sont de l'ordre de 3 milliards de dollars. C'est une très grande société, et elle est efficace. Mais je ne voudrais pas que les contribuables assument une partie de ses dettes pour permettre au secteur privé de se remplir les poches.

Je rappelle que nul autre que le premier ministre actuel a fait valoir que les seules personnes qui profitent de pareilles acquisitions sont les avocats, les comptables et les courtiers en valeurs. Je soupçonne que ce sera le cas ici.

Tout au long du débat, le gouvernement a insinué que les sondages étaient favorables à sa politique de privatisation, particulièrement dans le cas d'Air Canada. Il n'en est rien. Selon les résultats de deux sondages récents, celui d'Angus Reid d'abord, 53 p. 100 des Canadiens ont répondu par la négative à la question suivante: «Le gouvernement devrait-il vendre au secteur privé l'une ou l'autre des sociétés d'État suivantes?» En ce qui concerne Air Canada, 53 p. 100 ont répondu non, tandis que 35 p. 100 ont répondu oui. Le sondage d'Environics posait une question semblable: «Pensez-vous que

le gouvernement doit ou ne doit pas vendre Air Canada?» Quelque 51 p. 100 des personnes interrogées ont répondu par la négative et 31 p. 100 par l'affirmative.

Une forte proportion de Canadiens, en fait la majorité d'entre eux, ont sur la question une opinion bien arrêtée.

[Français]

C'est intéressant que, dans la belle province de Québec, 55 p. 100 de la population disait que le gouvernement ne doit pas vendre Air Canada et seulement 25 p. 100 se disaient en faveur de la vente d'Air Canada au secteur privé.

[Traduction]

Des résultats de sondages plus anciens révèlent aussi une continuité dans l'estime des sociétés d'État. En 1983, selon un rapport de Decima, environ 60 p. 100 des Canadiens appuyaient et estimaient les sociétés d'État à cause de leurs prix, de leur rentabilité, de leur responsabilité publique et de leur rôle d'employeur. Un autre sondage Decima a aussi démontré que dans une proportion de presque 69 p. 100 les Canadiens croyaient que la propriété publique devrait rester la même ou être plus élevée dans les principaux secteurs industriels. En d'autres termes, les Canadiens acceptaient le recours à l'entreprise publique, sous la forme constructive que nous lui connaissons ici au Canada depuis de nombreuses années.

On a fait remarquer à maintes reprises que la vente d'Air Canada est principalement une question d'idéologie pour les progressistes-conservateurs. Même s'il faut subventionner le secteur privé pour qu'il reprenne ces industries, le mot d'ordre est de vendre.

Si les conservateurs croient que le secteur privé est si efficace et réussit si bien à créer des emplois, comment expliquent-ils les échecs de Dome Petroleum, de la Norbanque, de Massey-Ferguson, de Maislin Trucking et de Dominion Stores? La liste est longue d'entreprises canadiennes qui n'ont pas été administrées efficacement. Et beaucoup des mauvais administrateurs sont des gens comme Conrad Black, de grands amis du premier ministre (M. Mulroney) et de ses collègues du caucus conservateur.

Le premier ministre lui-même déclarait ce qui suit dans son livre *Telle est ma position*: «Je n'ai jamais vu de prises de contrôle qui aient créé un seul emploi. Mais, bien entendu, elles ont rapporté aux avocats et aux comptables.» Les gens qui profiteront réellement de cette vente sont, en fait, les promoteurs de valeurs mobilières et leurs semblables.

Je conclus. On estime qu'au Royaume-Uni, lors de la vente de British Telecom, il en a coûté environ 120 millions de livres et que le coût total de la privatisation a été d'environ 220 millions de livres. Il a fallu payer des commissions de garantie et des frais de publicité. Les employés ont pu acheter des actions à prix réduit. Les clients ont obtenu des bons d'échange et des primes sous forme d'actions, et j'en passe. Tout cela a été fait par le gouvernement Thatcher pour privatiser British Telecom.